

Le prolétariat français trouvera-t-il le chemin de la lutte entre ses ennemis de classe ?

Il ne faut pas se faire d'illusions. La vague de grèves qui a déferlé dans la région parisienne et qui semble avoir fait tâche d'huile dans d'autres régions, n'a rien d'analogique aux mouvements qui ont préparé les gigantesques grèves de juin 1936. Nous vivons dans une autre période avec d'autres problèmes et l'histoire ne se répète pas, malgré les dires des démagogues. En juin 1936 le prolétariat n'avait pas encore derrière lui l'expérience de deux gouvernements de Front Populaire et il pouvait laisser canaliser le formidable raz de marée par les maquignons de l'Hôtel Matignon, arborant le drapeau des lois sociales, des contrats collectifs, du système de l'arbitrage. Les ouvriers pouvaient avoir l'illusion que les socialo-centristes allaient leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie, de réaliser avantageusement la semaine de 40 heures, bref de prendre leur revanche pour les deux années de déflation faites sous le signe de l'Union Sacrée. D'autre part, n'entraînait-on pas dans le tourbillon de la guerre d'Espagne, de la croisade antifasciste mondiale ? Les ouvriers français n'étaient-ils pas conviés à applaudir l'instauration d'une économie axée sur la production de guerre, et cela au nom de l'Union Sacrée « démocratique », de la défense de la patrie ou de la « reprise » économique ?

Mais aujourd'hui la situation a bien changé tant au point de vue de la situation intérieure qu'au point de vue international. Bornons-nous à examiner les points essentiels de la situation en France, qui donnent aux mouvements ouvriers actuels leur caractère spécial. N. Blum, ni Chautemps ne sont parvenus à améliorer longuement, grâce à l'économie de guerre, l'ensemble de l'économie française. Certes, il y eut la parenthèse d'activité plus ou moins générale qui se clôtura avec « la pause » de mars 1937. Mais si l'on tient compte qu'il fallut une dévaluation pour la faire vivre, l'on se rendra compte de la précarité de cette parenthèse où les ouvriers purent avoir l'illusion d'une amélioration durable de leurs conditions de vie et les pontifs socialo-centristes l'illusion d'une reprise économique s'accompagnant d'une période de hauts salaires.

Le fait est là : l'impérialisme français déjà armé jusqu'aux dents ne pouvait pas réarmer :

il pouvait seulement continuer à armer et ses perspectives en devenaient plus réduites que pour l'Angleterre se lançant dans un formidable programme de rearmements. D'autre part, le brasier espagnol ne pouvait englober une production intense et exclusive d'armements français, sans représenter un marché ouvert à tous les impérialismes. Ici s'explique l'instabilité de la situation française ou la « pause » déclarée, il fallait se retrancher derrière l'Exposition Universelle ; ou malgré cela il fallut chasser Blum et prendre Chautemps ; ou à la politique financière de Vincent Auriol émettant des traités sur l'avenir ; il fallut prendre Bonnet et ses économies.

Le capitalisme français avec Blum comme avec Chautemps, pouvait résoudre à son avantage les problèmes de classe. Les organisations du Front Populaire étaient à leur poste pour emprisonner les ouvriers dans les tenailles de l'Union Sacrée, de la guerre impérialiste et pour faire fonctionner l'arbitrage avec tous ses rouages. Mais quand la situation économique déterminait des conditions telles où malgré tout des mouvements revendicatifs éclataient, le capitalisme, une fois résorbées les ressources de la dévaluation, une fois mis en branle les ressorts de l'économie de guerre, en était réduit à des manœuvres d'attaques du prolétariat qui déclaraient l'approche de sagesse de crise au sein même de son économie de guerre. Si encore la situation internationale avait évolué dans une direction de reprise croissante de la production axée sur les armements, mais ici des indices d'arrêts, correspondant à une lassitude générale des ouvriers envers l'antifascisme, se faisaient jour.

Depuis la « pause » nous avons vécu en France une politique d'expédients économiques sur laquelle se dressa, cependant, une politique capitaliste de classe souple mais conséquente dans toutes ses parties.

La fin de l'Exposition était manifestement l'échéance que s'était tracée la bourgeoisie elle-même. Elle ne pouvait plus différer son attaque et la crise de l'économie de guerre rendait insupportable les revendications ouvrières, leurs grèves, comme elle nécessitait un retour en arrière, une « réadaptation » de bien de choses acquises depuis 1936.

Au sommet, le Front Populaire, par son gouvernement à direction radicale, mettait debout sa campagne contre les complots fascistes, alors qu'à la base le patronat menait une politique d'attaques continues avec la complicité de la C.G.T. freinant à l'extrême les mouvements ouvriers pour y substituer le « respect aux lois » qu'il fallait imposer aux patrons.

Laissons derrière nous la période des complots, des bombes dont on ne parle plus qu'en quatrième page des journaux et mentionnons comme résultat de cette période, les décisions de Rambouillet que Chautemps est parvenu, après bien des manœuvres, à faire appliquer aux récents conflits. Il fallait surprendre les ouvriers au moment du renouvellement des contrats collectifs par des campagnes de presse mirobolantes ou le leit motiv aurait été celui : le gouvernement du Front Populaire est la digue qui protège les ouvriers contre le fascisme : c'est le bras vengeur de l'antifascisme. Ainsi l'attaque patronale aurait pu se développer facilement, protégée par ce même « bras vengeur », et les ouvriers de crainte de briser la « digue » auraient immédiatement cédé.

Bien entendu, ces choses ne se passèrent pas ainsi dans la réalité : tout d'abord les centristes durent tenir compte de l'effervescence ouvrière qui ne portait pas uniquement sur les complots mais sur la hausse du coût de la vie et les attaques contre les salaires. Nous ne savons même pas dans quelle mesure les ouvriers furent réellement secourus par le battage autour des « cagoulards ». Après tout, on leur demandait uniquement d'applaudir le « camarade Dormoy » et il était étrange que plus d'un an après l'avènement du Front Populaire de tels complots pussent tranquillement se tramer. Ce qui étonnait également c'était le ton de la presse bien pensante indiquant qu'il fallait frapper à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche. Cette histoire de complot dont la police connaissait tous les fils était-elle une justification de la future répression antiprolétarienne du gouvernement ?

Ces idées n'ont peut-être pas passé consciemment dans la tête des prolétaires, mais le fait est que les polémiques entre socialistes (au pouvoir) et les centristes indiquèrent une tension où l'élément essentiel était la pression des ouvriers dans les syndicats. Les socialistes désiraient, au fond, dégager les revendications ouvrières de tout élément politique pour en faire des faits facilement comprimables dans l'appareil de l'arbitrage examinant un « cas professionnel », alors que les centristes poussaient

les luttes revendicatives dans le chemin de la guerre impérialiste, ce qui représente un autre moyen d'étouffement des luttes de classe.

Ces dernières semaines, l'effervescence allait croissante. A la veille des pourparlers pour les contrats collectifs, les patrons, forts de l'appui de Chautemps et des promesses de Rambouillet, se montraient d'une arrogance provoquante. Les centristes tendaient la main au pape et aux cardinaux pour sauter des arguments de la guerre impérialiste à ceux de la lutte pour le respect des lois par le patronat. Chautemps allait-il tarder à agir pour calmer les patrons ? Dans l'« Humanité », Racamond avait pourtant averti : « si la situation présente se prolonge des mouvements d'action directe surgiront rapidement en s'élargissant ». Un premier avertissement avait été donné par la grève, « à l'issue de leur travail », des employés des Grands Magasins, le 14 décembre. La C.G.T. espérait canaliser le mécontentement des exploités sans trop mécontenter les exploités, grâce à une grève en dehors des heures du travail. Un compromis fut trouvé ici, mais parallèlement le gouvernement indiquait son orientation en annonçant que l'enquête sur la production (demandée par la C.G.T.) était terminée et que probablement il proposerait des « aménagements » à la semaine des 40 heures. Une forte effervescence se manifestait parmi les métallos qui se voyaient visés au nom des intérêts de la « défense nationale » et le syndicat des métaux devait prendre hypocritement position contre les « rumeurs ».

Dans le Nord également la situation empirait et dans le textile la brutalité du patronat passant à l'attaque obligera les syndicats à proclamer que si l'arbitrage n'était pas rendu pour le 1^{er} janvier, les ouvriers pourraient faire grève, ce qui restera sans doute une vague promesse car ici aussi bonzes et patrons possèdent pas mal de ressources pour étouffer les ouvriers.

Le 21 décembre, de grandes manifestations des métallurgistes et des gars du bâtiment étaient organisées pour permettre aux appareils syndicaux de maintenir leurs troupes sous leur contrôle. En même temps, éclatait la grève dans l'Alimentation parisienne et les manifestations des Métaux et du Bâtiment permettaient aux bonzes d'empêcher les ouvriers de se solidariser de ce conflit par le déclenchement de leurs propres luttes. Peu après, c'était la grève dans les transports privés. Dans ces deux conflits la police intervenait pour tenter d'appliquer les décisions de Rambouillet : empêcher les occupa-